



lundi 26 août, Le ministre Moscovici étant venu notamment à Lannion, une délégation interprofessionnelle de l'Union Départementale des syndicats FO 22 a été reçue à la sous-préfecture de Lannion par le directeur de cabinet du ministre de l'économie et des finances et le sous-préfet. la température sociale, voilà un sujet important pour cette rencontre locale où la discussion sur les conséquences de la politique budgétaire dont la mise en œuvre de la Modernisation de l'Action Publique au travers de la « simplification administrative » a fait l'objet de vive critique de la part des délégués FO. En effet l'engagement du gouvernement actuel à l'application des directives européennes se frotte à la contradiction et aux revendications salariales exprimées par FORCE OUVRIERE.

La délégation a affirmé son opposition et ses critiques tout en proposant d'autres choix :

- à l'austérité ; OUI à l'augmentation des salaires, des traitements, des retraites et des pensions ce qui relancerait la croissance et diminuerait les risques psychosociaux.
- à toute réforme du système des retraites ; OUI au financement des retraites par les cotisations et la répartition; STOP aux exonérations patronales.
- à l'accord MEDEF, CFDT, CFTC et CGC, (ANI du 11 janvier 13) qui augmente la flexibilité et la mobilité imposée, qui facilite les licenciements et réduit considérablement les droits des travailleurs (par exemple dans le cas de plans sociaux économiques) et construit le CDI « Intérimaire » ! Stop aux ruptures conventionnelles patronales qui masquent les licenciements ! Stop à la taxe de 35€, pour déposer plainte au Prud'homme !
- à la CSG et à l'augmentation de la TVA.
- à tout désengagement de l'Etat :
 - o à l'Acte III de la décentralisation.
 - o aux lois PEILLON (Education Nationale) et FIORASO (Enseignement supérieur).
 - o à la MAP qui prolonge et aggrave la RGPP destructrice d'emplois et de services publics.
 - o Au projet PEILLON sur les rythmes scolaire qui induisent au financement de services publics par du mécénat (financement de l'école par TOTAL, ou de l'Université par le MEDEF...).
- à la constitutionnalisation du dialogue social, vecteur du syndicalisme intégré et d'accompagnement!

Stop à l'entonnoir de l'austérité, et aux politiques budgétaires issues des traités européens. L'acceptation par le gouvernement du pacte budgétaire européen, de la « règle d'or des 3% », l'application sans remise en cause du sacrosaint principe de la « concurrence libre et non faussée », est porteur de dumping, de licenciements (GAD, Doux, Louisiane, Citroën, ..), de gèle de postes, d'emploi de contractuels en lieu et place de fonctionnaires d'état, de blocage des salaires et des pensions et de remise en cause des conventions collectives (comme ce gouvernement l'a déjà accepté avec la CCN 51 du secteur médico-social), conduit à l'austérité.

FO a critiqué toutes les réductions des moyens appelée par le gouvernement, simplification des mesures administratives au sein de la MAP qui n'est qu'une poursuite et aggravation de la RGPP.

Et pour exemple : à la question qui demain contrôlera et instruira les permis de construire ? Aucune réponse du ministère.

La décentralisation aujourd'hui, c'est le désengagement plus, plus, de l'état qui met la pression sur les communes et leurs administrés. Qui construit des super préfectures de région et remet en cause les conquêtes syndicales de la république sociale.

FO a critiqué cette politique du « court terme », provenant de la soumission au capitalisme, avec ses résultats : blocage des salaires et des indices, chute du pouvoir d'achat, baisse de la consommation et pression sur les conditions de travail des salariés.

Pour l'instant FO et les salariés constatent que la seule réponse du gouvernement a été d'accepter l'augmentation de la flexibilité, de la mobilité, de la facilitation des licenciements, issu de l'accord MEDEF, CFDT, CFTC et CGC, (ANI du 11 janvier 13).

Intolérable ! Intolérable ! Intolérables :

- La soumission du gouvernement à la « règle d'or ».
- La politique de désengagement de l'Etat à tous les niveaux au profit des intérêts financiers (exemple : fermeture de Doux et GAD, et autorisation de circulation sur le territoire français des camions de 48 tonnes provenant de l'Union Européenne pour servir le dumping social et le capital).
- Le fait de rendre responsable les salariés de la chute des chiffres d'affaires.
- De rendre les salariés responsables de ce qu'ils appellent « la dette » qu'ils ont eux-mêmes créée et entretenue.

Concernant la protection sociale :

FO a martelé son opposition à toute attaque contre notre système par répartition. Celui-ci doit être financé, stop aux exonérations offertes au patronat, de même nous refusons la CSG, l'augmentation de la TVA. FO refuse tout toilettage de notre système de protection qui conduit à l'individualisation donc à la différence de droit par l'argent et quelques soient les prétextes (pénibilité...).

FO a rappelé que le gouvernement est maître de son budget, et qu'en matière de protection sociale, il n'y a pas de dettes.

Pour FO la retraite, ça se finance et avec 37.5 années de cotisations.

La délégation FO a exprimé clairement ses désaccords sur les orientations de politique budgétaire et a insisté sur l'augmentation générale des salaires et des pensions comme principal facteur de développement économique et de protection sociale.

Force Ouvrière appelle tous les salariés à se mettre en grève et à rejoindre les rassemblements unitaires de résistance syndicale CGT – FO – FSU - Solidaires organisée dès le 10 septembre.